

# l'état-major et le DRS

Chadli Bendjedid, à son tour, dans un environnement régional à la stabilité chaotique, devra trancher dans le vif pour imposer les réformes indispensables, au grand dam de compagnons d'armes qui confondaient responsabilités révocables avec sinécures intouchables. Chadli Bendjedid, parce qu'il était issu de l'armée et qu'il connaissait ses handicaps et ses besoins, a su laisser les mains libres à de parfaits professionnels pour proposer et concrétiser les changements que l'évolution des techniques, le nombre et la qualification des jeunes personnels, ainsi que l'environnement régional, riche en secousses dont personne ne pouvait prévoir quand surviendraient-elles de la rupture, imposaient. Beaucoup parmi ceux qui, arrivés au bout de leurs forces physiques ou de leurs compétences professionnelles, seront contraints de partir, tiendront rigueur à Khaled Nezzar, considéré comme celui qui avait voulu, obstinément préparé et inflexiblement mis en œuvre, les nouveaux canevas d'organisation et de commandement qui les mettaient hors course. Que le général Nezzar soit, pour cette catégorie de vieux personnels, l'auteur d'une disgrâce «injustifiée» pourrait se comprendre, mais que le général Hocine Benhadid, exemple parfait de ces jeunes et brillants cadres militaires qui ont eu accès aux responsabilités qu'ils méritaient, grâce justement aux restructurations et aux réformes décidées par le Président Chadli et mises en œuvre sur le terrain par le général Nezzar, reprenne à son compte de vieux griefs laisse dubitatif sur la façon dont il conçoit le commandement d'une armée moderne. Une assemblée de respectables anciens combattants blanchis sous le harnais, ou un collège de jeunes et dynamiques compétences ?

Au sommaire exceptionnel de l'armée algérienne, riche en litiges avec elle-même, sans qu'un seul eut pu durablement provoquer son délitement, l'état-major — structure de commandement intégrée, en symbiose avec les Services de sécurité — a toujours démontré ses capacités de veille et d'intervention. Ses chefs, jusqu'au regretté Mohamed Lamari, l'ont tenu — heureusement pour l'Algérie — loin des solutions occasionnelles. L'état-major, tout au long des décennies de son existence — s'est toujours déterminé d'après les intérêts essentiels du pays : la libération de l'Algérie, l'unité nationale, la récupération de nos richesses nationales, la défense de nos frontières, le refus de la régression, la lutte contre le terrorisme. L'unité de l'armée a toujours été la préoccupation première de ses chefs. Elle était garantie, non par l'incantation ou par la menace de sanctions, mais fondée sur le partage, par le plus grand nombre, d'une idée simple et claire : l'intérêt national avant celui des personnes ou des régimes. C'est toute la différence entre une armée nationale au service de son peuple et une phalange de prétoires venus aux leviers de commande et imposant, sans états d'âme, des choix particuliers. La réaffirmation des fondamentaux qui ont présidé à la constitution de l'état-major de l'Armée nationale empêcheront les périls qui s'annoncent d'imposer leurs rythmes et leurs poids.

Le général Benhadid parle de l'actuel chef de l'état-major en des termes à la limite de l'appel à l'insubordination. Ces propos venant d'un officier qui a été promu au grade prestigieux de général contribuent à instiller le doute sur la cohésion de l'armée. Est-ce une chose à faire dans ces moments de

grande incertitude que vit notre pays ? Le remède préconisé ne risquerait-il pas d'être plus ravageur que les maux qu'il prétend guérir ? Ce qui est attendu des hommes qui ont eu l'honneur insigne de faire partie de l'ANP est d'avoir une vue dialectique des événements. Il est attendu d'eux de ne pas toucher à l'unité des rangs de leurs camarades encore sous l'uniforme, non pas pour plaire à tel ou tel chef imposant des partis pris qui peuvent ne pas entraîner leurs suffrages, mais pour la sauvegarde de l'Algérie. La dynamique d'une évolution non maîtrisée peut amener le pays à des extrémités tragiques. Le pouvoir actuel a épuisé son capital, dilapidé son crédit, gaspillé ses dividendes, usé ses arguments. Il survit d'incantations et d'anathèmes. L'usure du temps a fait son œuvre. Terrible doit être la perspective annoncée de partir et «laisser tout ça». Mais il leur faudra bien se résigner à l'inéluctable. L'artifice du quatrième mandat n'est qu'un ultime expédient. Ils sont déjà dans leurs fins dernières. Peu importe la durée du soubresaut. Il passera. Souvenons-nous du mot de nos pères, le mot qui parle d'oued et de cailloux. Préservons l'essentiel : la cohésion de l'ANP. Ne tombons pas dans le piège du scénario du pire.

**Il m'est pénible de prononcer le nom de Saâdani. Il le faut bien.**

**Les sorties intempestives du Gafsi viennent à point pour nous rappeler, à propos de cette tragique affaire de Tibhirine, le fameux «il y a des vérités qui ne sont pas bonnes à dire», proféré juste avant le deuxième mandat sur la chaîne LCI. Cela a valu à nos Services de sécurité une longue et terrible suspicion soutenue par des ONG dopées par l'argent du Qatar, des avocats activistes et des milieux manipulés par certains segments algériens.**

Les survivants de l'ALN — ils ne sont plus très nombreux —, les anciens qui savent ce qu'a coûté la libération du pays, les jeunes qui ont été à l'écoute de leurs pères, connaissent la spécificité de l'armée algérienne. Ses mythes fondateurs, son ciment, son liant, son hagiographie, son substrat ancien, leur sont familiers. La première particularité de l'armée algérienne est de n'avoir pas été une armée née de la décision d'un pouvoir politique, une fois l'indépendance «octroyée» par une nation étrangère colonisatrice. Elle a été, sous son sigle premier, le fer de lance de la lutte pour l'indépendance. Elle est restée l'épine dorsale de l'Etat national. Elle garde dans sa mémoire, dans ses musées, dans le nom de baptême de ses innombrables promotions, aux frontispices de ses quartiers, dans le logo de ses engins, dans l'intitulé de ses grandes manœuvres, le nom des djebels de ses grandes batailles et les noms des héros qui les ont menées. Elle sait être, dans les moments d'épreuves, la résurgence du FLN-ALN sous un habit plus moderne et avec un jargon plus technique. C'est vrai, il y a de quoi céder au doute, ou à la colère, lorsque des partis, oublieux du rôle historique qui a toujours été celui de cette armée, prétendent la mettre au service d'intérêts qui ont cessé de recouper ceux de leur peuple.

C'est justement, au moment où ils l'espèrent réduite à merci, orpheline, désarmée, qu'il faut lui faire confiance. Elle sait qu'il y va de l'Algérie. Unie et solidaire, elle saura surprendre.

Le général Benhadid a évoqué le DRS. Il a exprimé ses sympathies. Courageux en ces moments de sordides manœuvres. Certains ont dû faire un immense détour par Mila et convoquer les mannes de Abdelhafid Boussouf pour dire leur sentiment sur le DRS. On peut rejoindre Benhadid, au moins sur ces points : démanteler les Services de sécurité algériens, les saucissonner ou les mettre entre des mains inexpertes, peut produire des dynamiques ravageuses pour la stabilité du pays. Ce ne sont pas des milices libyennes incontrôlées ou des affidés d'Al Qaïda qui sont à l'affût sur nos frontières, mais les incroyables fabricants du «qui-tue-qui ?», les intérêts stratégiques d'Israël, les espoirs des expansionnistes maro-

cains, les architectes cyniques des printemps arabes, les héritiers de la pensée de Kadhafi et de son royaume touareg, les haineux de l'Algérie française et leurs supplétifs algériens toujours volontaires pour une nième trahison. Il m'est pénible de prononcer le nom de Saâdani. Il le faut bien. Les sorties intempestives du Gafsi viennent à point pour nous rappeler, à propos de cette tragique affaire de Tibhirine, le fameux «il y a des vérités qui ne sont pas bonnes à dire», proféré juste avant le deuxième mandat sur la chaîne LCI. Cela a valu à nos Services de sécurité une longue et terrible suspicion soutenue par des ONG dopées par l'argent du Qatar, des avocats activistes et des milieux manipulés par certains segments algériens.

Sur qui compter pour recentrer le débat et dire sans outrances, mais fortement, qu'une restructuration des Services (sans doute nécessaire et du seul ressort du président de la République) ne doit pas obéir à des considérations étroites ? Sur nos hommes politiques ? Il en existe de clairvoyants et de sincères, mais «combien de divisions blindées possède le pape ?», a dit Staline, lorsque interpellé par Roosevelt à Yalta, il a donné son avis sur l'efficacité de l'autorité morale. M<sup>me</sup> Louisa Hanoune avait mis le doigt sur la plaie en disant «pas de présidentielle par procuration». Elle a frappé le système au défaut de la cuirasse, au point faible de ses artifices. Reste-t-elle toujours dans cette logique à laquelle tous les Algériens souscrivent ? De temps à autre, l'Histoire offre à certains des occasions extraordinaires pour marquer leur temps. Madame Hanoune, ne vous laissez pas circonvenir, ne vous laissez pas impressionner, restez à la hauteur de votre long et difficile combat. Répétez toujours et encore : «Pas de présidentielle par procuration !» Vous resterez dans l'Histoire. Mouloud Hamrouche vient de commettre une déclaration. C'en est une, en effet. Une incroyable déclaration ! Elle rappelle «les peuplades d'Algérie» du général de Gaulle. Lisons plutôt : «Pour que notre pays vive ces échéances dans la cohésion, la sérénité et la discipline légale et sociale, il est primordial que les différents intérêts de groupes, de régions et de minorités soient préservés et garantis.» Mais de quelles MINORITÉS parlez-vous donc, monsieur Hamrouche ? De quels GROUPES ? De quelles RÉGIONS ? A quel habitant de la Kabylie osez-vous dire qu'il fait partie d'une minorité ? Demain, cette logique de la région conduirait la population algérienne du Sud à revendiquer, pour elle seule les richesses pétrolières et à chercher des alliés extérieurs pour imposer ses revendications. Le scénario du Katanga ! Demain, cette logique du groupe conduirait la population du Mزاب à exiger d'avoir, chez elle, à la tête de l'administration et des services de sécurité uniquement des enfants du Mزاب. Demain, cette logique de la minorité conduirait à grossir la maigre cohorte qui défile derrière les banderoles du MAK.

A propos, M. Hamrouche, êtes-vous toujours en contact avec Ghazi Hidouci ? Je parlais plus haut de ces supplétifs algériens toujours à l'affût d'un bon coup de poignard à donner dans le dos de l'Algérie. Vous savez à quoi je fais allusion en citant Ghazi Hidouci. Je n'en dirais pas davantage sur ce sujet. Les intérêts des groupes, des régions et des minorités sont une sape creusée — en parlant de connaissance de cause ? — sous le radier de l'unité nationale. Chacun se souvient des 26 milliards de l'inénarrable Abdel-

hamid Brahimi qui ont mis le feu aux poudres et des déclarations de ceux qui les ont validées. Je suis prêt à reparler dans le détail de cette période, des jeux troubles et des trahisons qui ont conduit au pire. Le général Betchine est heureusement encore de ce monde. L'écœurement l'avait poussé à la démission. Peut-être manque-t-il au «colonel» Hamrouche, quand il s'exprime comme il le fait, l'expérience que possède le plus jeune des colonels du DRS. (Désolé pour les guillemets. Je les accole chaque fois que je suis dans l'incertitude).

C'est cette expérience faite de connaissance de l'histoire récente de l'Algérie, des hommes qui l'ont faite, des enjeux qui les ont unis ou séparés, des grands équilibres de la société algérienne, des défis régionaux compliqués, des subversions dont la nature haineuse transparait, ça et là, derrière d'opaques rideaux de fumée, c'est cette expérience et ce savoir-faire qui ont fait des Services de sécurité algériens — toutes institutions confondues — le rempart du pays. C'est cette expérience, dans le cadre de l'ANP, avec la carapace de l'ANP et sous le haut commandement de l'ANP, qui a rendu possible la mise en œuvre de solutions intelligentes et déterminées pour relever les défis que les aléas de l'Histoire imposent cycliquement à l'Algérie — la résistance de la décennie 1990 en est un exemple. C'est dans cet ordre d'idées — la défense de l'économie nationale — que des investigations ont mis au jour les actes de prédation dont se sont rendus coupables Chakib Khelil et ses complices et qui mettent en danger la sécurité nationale. Des leviers internes «institution-

**La peur panique de voir Chakib Khelil rendre des comptes, et impliquer des personnes inattendues, les a conduits à ce hasardeux coup de poker. Personne n'est dupe, de l'humble artisan au fond de son échoppe, au petit fonctionnaire dans son bureau, aux jeunes qui surfent sur le Net, aux journalistes effarés par tant de cynisme, aux cadres de la nation désespérés de voir où en est arrivé leur pays, en passant par chaque officier de l'ANP que l'exaspération étouffe et qui connaît le détail des prédatations ou qui les connaît...**

nels» ont été mis en œuvre pour paralyser ou dévitaliser le DRS, pour l'empêcher d'aller plus loin, mais les ordonnateurs de l'opération ont signé, ce faisant, leur déchéance morale. La peur panique de voir Chakib Khelil rendre des comptes, et impliquer des personnes inattendues, les a conduits à ce hasardeux coup de poker. Personne n'est dupe, de l'humble artisan au fond de son échoppe, au petit fonctionnaire dans son bureau, aux jeunes qui surfent sur le Net, aux journalistes effarés par tant de cynisme, aux cadres de la nation désespérés de voir où en est arrivé leur pays, en passant par chaque officier de l'ANP que l'exaspération étouffe et qui connaît le détail des

prédatations ou qui les connaît... Tôt ou tard, de cette mise à nu, de cette réprobation généralisée, «... de là naîtront engins...» (Relisez donc, messieurs, le bon La Fontaine, là où il parle de graines et de... chanvre !). «Les dieux aveuglent celui qu'ils veulent perdre», disaient les anciens Grecs.

Un mot pour finir. Certains appliquent avec un plaisir sadique au général Médiène, l'adresse de la reine mère au roi Bouadallah sur le point d'embarquer pour l'envers sombre de l'Histoire. Assurément Médiène, homme probe et discret, mérite mieux de ses contemporains.

Loyal jusqu'au bout, logique avec lui-même, attaché à la stabilité de son pays, il avait fait l'erreur de penser que l'impensable ne pouvait pas être envisagé : l'Algérie, encerclée par les chaos arabes, affrontant de grands défis, gouvernée cinq ans encore, par un grand malade. On apprend à tout âge.

**M. C.**

*\* Moudjahid. Ancien Secrétaire général de l'état-major. Membre fondateur de l'association nationale des retraités de l'ANP*